

L'APPROCHE PAR LES BESOINS ESSENTIELS, UNE THEORIE NOUVELLE DE DEVELOPPEMENT POUR LA DECENNIE 1980 ?

Par

*Bernard FOUNOU-TCHUIGOUA **

Le monde occidental entre dans une phase de restructuration des relations entre centre et périphérie du système capitaliste mondial. Les théories les plus pertinentes du point de vue du maintien du système seront celles qui prendront acte de ce fait. La situation nouvelle a été imposée par l'irruption des Etats du Tiers-Monde sur la scène économique internationale en 1973, avec le quadruplement du prix du pétrole brut par les pays membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP). L'économie politique conventionnelle n'a pas encore élaboré de théorie reflétant la nouvelle situation. Mais pour les responsables politiques et économiques des économies centrales, c'est dans ce contexte que s'inscrivent désormais réflexion et action. «En 1975, le raisonnement central partait de la sous-utilisation des capacités de production. Or depuis la révolution économique déclenchée par la guerre du KIPPUR, la rareté a changé de camp. C'est de l'analyse de l'évolution du monde qu'il faut partir et non plus de l'examen de la situation française»(1). Ainsi s'exprime le Commissaire Général au Plan français.

La première fonction d'une théorie économique actuellement est d'intégrer cette «révolution économique» dont parle le Commissaire Général et de montrer comment elle modifie l'édifice antérieur dans son ensemble.

En apparence, le champ de la théorie des besoins essentiels (ou l'approche) (2) serait la pauvreté, le chômage, l'inégalité et la participation des populations, dans les pays sous-développés. Elle serait tout simplement un substitut à la théorie de la croissance des années 1950 et 1960. Son rôle dans la recherche des solutions à la crise que traverse le système serait mineur ou localisé par ses effets dans le Tiers-Monde même. Nous prétendons que son champ est l'ensemble du système, car elle contribue à créer les conditions nécessaires à la relance de la croissance économique dans les pays du centre. Des problèmes de la pauvreté à la périphérie (champ explicite de la théorie) et des problèmes de la reprise économique dans les centres (champ apparemment exclu de la théorie), lesquels sont les mieux cernés, parce que les plus cohérents avec les hypothèses implicites (notamment celle de l'extraversion)? Telle est la question essentielle à laquelle notre texte va répondre. La première partie et la deuxième partie traiteront de la pauvreté et de l'approche par les besoins essentiels tandis que la troisième traitera des relations entre l'approche par les besoins essentiels et la relance de la croissance économique dans les centres. Dans une dernière partie qui servira en même temps de conclusions nous rappellerons l'essentiel des propositions alternatives.

* Professeur à l'IDEP, Dakar. Les opinions exprimées ici sont celles de l'auteur et n'engagent pas nécessairement l'Institut Africain de Développement Economique et de Planification.

I — PRESENTATION SCHEMATIQUE DE L'APPROCHE

L'approche par les besoins essentiels met l'accent sur des points très divers de la vie sociale. Elle a été véritablement l'occasion pour la théorie conventionnelle du développement, d'introduire non seulement la politique dans l'analyse économique, mais aussi la culture. Nous développerons ce point plus loin, à propos des relations entre cette approche et la conjoncture économique et sociale dans les centres au début de la décennie 1970. Dans le schéma théorique, nous voulons seulement rappeler l'essentiel du diagnostic de la situation des pays sous-développés et le schéma de développement économique proposé. Ce diagnostic insiste particulièrement sur la pauvreté, le chômage et l'inégalité de répartition des revenus. C'est par là que nous allons commencer.

1. *Sur l'Origine de la Paupérisation et du Chômage*

Il est patent que la pauvreté au sens général n'a pas diminué dans la plupart des pays sous-développés durant le quart de siècle qui a précédé la récession de 1974 dans les pays du centre. David MORAWETZ (3) résume la position des fondateurs de l'approche par les besoins essentiels sur l'origine de la coexistence de la croissance et de la paupérisation. Selon lui, après la 2^{ème} guerre mondiale, la plupart des théoriciens du sous-développement et du développement étaient préoccupés par les solutions au problème de la pauvreté et de l'inégalité de la répartition des revenus au cours du processus de croissance. La politique économique s'orientait dans la même direction. L'auteur rappelle que le premier Plan indien était non un Plan de croissance seulement, mais un plan de développement économique et sociale. Le PNB n'était pas encore sacré indicateur universel du niveau de développement. Mais à partir de 1954-55, théories et politiques de développement furent orientées quasi exclusivement sur les problèmes de la croissance. MORAWETZ attribue la responsabilité essentielle de ce revirement à LEWIS qui publie en 1955 «La théorie de la croissance», livre dans lequel il soutient que les problèmes de la croissance doivent être traités séparément de ceux de la distribution. En même temps, KUZNETS montrait par des séries statistiques qu'au moment du démarrage de croissance, les inégalités s'accroissent, puis s'atténuent à mesure que cette croissance prend de l'ampleur et dure. Dès lors, l'accent était mis sur les moyens à mettre en œuvre pour maximiser le taux de croissance. Nous pourrions ajouter que ROSTOW a poussé dans le même sens, puisque dans «Les étapes de la croissance», il propose des taux d'investissements à réaliser pour passer d'une étape à l'autre. Dès lors, pour maximiser le taux de croissance, l'accent était mis sur les techniques à forte intensité en capital au détriment des techniques à forte intensité en travail.

Les résultats des politiques de développement inspirés par la théorie de la maximisation du taux de croissance ont été remarquables sur l'augmentation du produit, mais n'ont pas entraîné les changements structurels escomptés, tant au niveau de la technologie que de la répartition et de l'emploi. MORAWETZ constate que le «PNB par tête du groupe des pays en voie de développement a crû de 1950 à 1955 au taux moyen de 3,4 par an, c'est-à-dire plus rapidement que celui des pays en développement eux-mêmes ou des nations développées (KUZNETS 1971) au cours des périodes antérieures à

1950 de même durée et plus que prévu par les milieux officiels ou par les chercheurs» (1). Même les régions les moins performantes ont connu des taux non négligeables (Afrique 2,4% ; Asie du Sud 1,7%).

«Mais d'une part la répartition a été très inégale puisque» bien qu'il soit vrai que le revenu par tête a grosso modo triplé pour 33% environ des habitants du monde en développement au cours de la dernière période des vingt cinq ans, il est vrai que pour 40 autres %, l'augmentation du revenu par habitant n'a guère été que de un ou deux dollars par année» (5). D'autre part, la technologie moderne ne s'est point assez développée, d'où le gonflement d'un secteur informel, caractérisé par un niveau très bas de l'outillage automatique dans le travail, par des rapports sociaux de production relevant à la fois du capitalisme et des rapports non capitalistes, mais dominés par la logique de la plus-value (6). La répartition inégale des «fruits de la croissance» s'est faite aux dépens des groupes ne disposant pas d'assez de stock de capital. C'est l'inégalité de la répartition du stock de capital à laquelle la théorie de la maximisation du taux de croissance est indifférente qui est à la base de la «segmentation» de la structure économique en secteur moderne et secteur informel et des inégalités de productivités qui entraînent à leur tour l'inégalité de répartition. Le stock de capital est défini (7) comme l'ensemble des moyens physiques, financiers et intellectuels qui permettent la production et agissent sur la répartition du produit entre catégories socio-professionnelles. Chaque catégorie de capital donne lieu à perception du type de revenu correspondant. Ainsi, la propriété du capital physique donne lieu à perception du profit, tandis que la détention du capital intellectuel (force de travail qualifiée) donne lieu à perception d'un salaire stable. Le travail non qualifié donne lieu à la plus faible rémunération. Les riches ont en général des revenus provenant de plusieurs stocks de capital et tirés du secteur moderne. Par contre, pauvres et chômeurs qui forment la majorité de la population sont dans le secteur informel en général.

2. Schéma de base

Il n'est pas évident que tous les auteurs se réclamant de l'approche par les besoins essentiels adhèrent à un schéma de base très déterminé. Il en existe plusieurs. La synthèse n'est pas encore réalisée. L'un des plus intéressants est celui d'IGNACY SACHS qui a beaucoup de points communs avec le schéma de Samir AMIN, sur l'accumulation à l'«échelle mondiale» (8). Néanmoins à l'heure actuelle, le schéma dominant est celui qui a été établi par AHLUWALIA et CHENERY en 1974 (9). Partant du diagnostic présenté plus haut ils construisent une théorie intégrée de la croissance et de la répartition que nous résumons ici. Le développement y est présenté comme un processus de croissance du PIB au cours duquel s'opère l'augmentation du poids relatif du stock de capital allant aux pauvres afin de permettre à chaque individu de mieux produire et de recevoir une plus grande part du produit sous forme de revenu et de services. Il faut donc, et c'est la proposition centrale de la nouvelle théorie, transférer les ressources du secteur moderne au secteur informel. Comme les forces du marché et les intérêts acquis résistent à un tel transfert, le gouvernement doit intervenir. En particulier il doit «encadrer» les salaires du secteur moderne afin d'y permettre des taux d'épargne (nous dirions des taux de profit) élevés sans lesquels les occasions de travail futures pour les

pauvres seraient réduites, faute d'investissements nouveaux. L'accroissement du stock de capital du secteur informel en améliorant productivité, revenus et conditions de vie, contribuent à la baisse du taux de croissance démographique chez les pauvres, ce qui est considéré comme une des conditions de l'élimination de la pauvreté. La théorie repose donc sur l'idée que, pour promouvoir un développement égalitaire, il est nécessaire de dynamiser le secteur informel aux dépens du secteur moderne considéré comme porteur des inégalités. Le schéma qui se dégage de cette conception est celui d'un système économique capitaliste dualiste du point de vue des secteurs dynamiques : dans les centres un développement avec concentration du capital et développement des technologies de plus en plus brain-intensive du moins au niveau de la conception et à la périphérie une technologie à haute intensité en travail. D'un côté l'industrie, de l'autre l'artisanat, les deux étant dynamiques. Que penser de cette théorie ?

II — APPRECIATION CRITIQUE

Le Tiers-Monde dans son ensemble rejette un tel modèle parce que son application conduit à la stagnation. Cependant, certains auteurs pensent que l'approche des besoins essentiels n'impose pas cette stagnation et soutiennent qu'elle est compatible avec la croissance (10) et même avec l'industrialisation (11). D'autres ont montré les intérêts de classe qui s'opposent à la généralisation de ce procès d'industrialisation (12), notamment en Afrique. Notre point de départ est le même que celui de MKANDAWIRE. Cependant, alors qu'il se demande surtout si le jeu des intérêts de classe permet d'appliquer une stratégie des besoins essentiels, nous voulons nous interroger aussi sur la logique interne de la théorie, eu égard à l'hypothèse implicite fondamentale qui est celle de l'extraversion des économies.

S'agissant des problèmes de développement du Tiers-Monde, la question est de savoir si la proposition selon laquelle le développement passe par la dynamisation du secteur informel est fondée. Mais avant de répondre à cette question principale, il faut d'abord porter une appréciation sur le diagnostic et sur les relations que l'approche par les besoins essentiels suppose en économie extra-vertie entre secteur informel d'une part et marché mondial d'autre part. Nous verrons quel peut être le contenu réel d'une politique économique inspirée de cette approche. Ici l'argumentation sera suivie de deux illustrations dont l'une porte sur la technologie et l'autre sur l'auto-suffisance alimentaire.

1. *L'ensemble du Diagnostic appelle deux remarques :*

La première, c'est que LEWIS estime que sa position n'est pas démentie par les faits, du moins sur le problème des rapports entre les étapes de la croissance et la distribution. Par une étude économétrique, il soutient qu'en-deçà d'un seuil de revenu annuel par habitant de 300 à 500 dollars USA 1980, c'est la stratégie de la croissance qui s'impose, puisqu'au-delà de ce seuil, les inégalités s'atténuent statistiquement (13). En quelque sorte, il considère l'approche par les besoins essentiels, comme un aspect de l'approche par la croissance. La deuxième remarque a trait à la façon dont le diagnostic est fait. MORAWETZ et les autres attribuent à la théorie une res-

ponsabilité trop grande dans l'histoire économique. La paupérisation à la périphérie a son origine principale dans les relations inégales entre pays du centre et pays de la périphérie, relations qui remontent au moins au XVI^{ème} siècle, en ce qui concerne l'Afrique. Ce sont les relations sociales et internationales réelles qui expliquent les structures socio-économiques des pays de la périphérie et non les théories ou les politiques économiques qui n'ont qu'une responsabilité mineure. Pourtant c'est sur la base de ce diagnostic très partiel qu'est construite la nouvelle théorie de développement de la périphérie (14).

2. Inadéquation du Schéma à la Réalité

Nous n'allons pas discuter ici de la pertinence du concept de capital utilisé par AHLUWALIA et CHENERY, ni surtout de la relation entre la répartition des moyens de production et celle des revenus. Karl Marx avait fait le point sur la question avant d'écrire le *Capital* (15). Avant d'examiner la validité de la proposition centrale, c'est-à-dire la dynamisation du secteur informel, nous allons d'abord faire la critique de la forme des relations que l'approche suppose entre le secteur informel et le reste de l'économie nationale et mondiale.

La théorie des besoins essentiels propose un transfert de valeurs et de biens du secteur «moderne» vers le secteur informel, afin de satisfaire les besoins des pauvres. C'est comme si dans le système actuel la part de chaque secteur était proportionnelle à sa contribution à la croissance globale, et que le secteur moderne recevait plus en raison de l'efficacité de ses méthodes, de son stock de capital plus important, etc... D'où la proposition de transfert nécessaire au nom de l'équité ou de la préservation de la paix sociale et même mondiale, de la solidarité humaine et nationale. La théorie des besoins essentiels apparaît ainsi comme une version de la théorie de l'Etat de bien-être pour pays sous-développés. Or, dans le système tel qu'il fonctionne, il n'y a pas une répartition primaire des valeurs selon les lois économiques spontanées que l'intervention de l'Etat pourrait corriger par des mesures fiscales ou autres afin de satisfaire les besoins essentiels. En réalité, il y a *surexploitation* de la force de travail du secteur informel au bénéfice aussi bien de la bourgeoisie locale que du centre (16).

Le concept de besoins essentiels et de transfert que la théorie emploie provient d'une analogie superficielle avec ce qui s'est passé dans les centres, au cours de leur évolution historique où l'on est passé de la surexploitation des paysans à une exploitation compensée par des transferts à travers des mécanismes fiscaux et budgétaires. C'est que le besoin, exigence née de la nature ou de la vie sociale (Petit Robert) n'est pas un concept de base de l'économie politique du capitalisme. Même la théorie néo-classique n'emploie le concept d'utilité que dans l'analyse de la demande dans une économie marchande où la satisfaction d'un besoin est médiatisée par l'argent et donc par un pouvoir d'achat, ou par des relations d'ordre politique ou idéologique. La notion de satisfaction des besoins individuels ou collectifs, comme exigence sociale est apparue dans l'économie politique à un moment où les forces sociales en présence, la productivité du travail et le pillage du Tiers-Monde, avaient permis la naissance de l'Etat du bien-être, ou Etat redis-

tributif des revenus et prenant en charge la satisfaction des besoins de logement et de santé des groupes de populations inactives pour des raisons d'invalidité ou d'âge (PIGOU 1929). La tendance à l'homogénéisation des rapports de production et des techniques, et donc des profits, d'une branche à l'autre, a facilité le processus. Le point le plus important dans ce mouvement a été l'extension des bénéfices de la sécurité sociale au sens large aux exploitants agricoles et aux artisans. La tendance de fond a été de rémunérer la force de travail indépendamment de la productivité individuelle ou même sectorielle. L'agriculture après avoir subventionné l'accumulation dans l'industrie, notamment à travers le mécanisme des prix a bénéficié à son tour des transferts compensatoires malgré l'endettement des exploitants moyens dans beaucoup de pays développés. Il en est résulté une tendance à l'alignement des conditions de vie des travailleurs agricoles et industriels. Dans cette évolution, la fiscalité a joué un rôle essentiel. C'est ce concept de transfert de ressources que certains théoriciens des besoins essentiels veulent transposer dans les économies sous-développées. Mais ils oublient que dans les économies du Tiers-Monde en général, le transfert des valeurs se fait du secteur informel vers le secteur formel intérieur et vers l'extérieur. En toute rigueur donc, on ne saurait proposer actuellement un transfert vers le secteur rural, mais le plus souvent une réduction du taux de surexploitation dont les paysans sont l'objet. Cette erreur sur la direction actuelle des transferts provient de la structure théorique proposée qui confond force de travail et capital et ne peut donc intégrer le concept de génération et de transfert de surplus à travers les mécanismes des prix et autres ; concept sans lequel la compréhension des mécanismes de sous-développement et de développement est impossible. A cause de cette erreur sur la direction des transferts de ressources, la théorie des besoins essentiels ne peut exploiter l'avantage qu'elle a eu sur la théorie de la croissance de LEWIS-ROSTOW en reconnaissant implicitement (quoique tardivement) que la structure «segmentaire» est une donnée caractéristique du capitalisme périphérique, que la maximisation des taux de croissance ne saurait réduire. Statistiquement ce phénomène de transfert est réperable à l'écart entre le pourcentage de l'emploi du secteur informel par rapport à l'emploi global et le pourcentage du produit qui lui revient : Alors que la population active agricole est en général de 80 % environ, la part du produit de l'agriculture dans la plupart des économies africaines est de l'ordre de 30 %, soit un écart de 50 % ; on retrouve le même phénomène au sein du secteur urbain où parfois l'essentiel de l'emploi de l'industrie manufacturière est fourni par le secteur informel, (comme le montre le tableau ci-dessous ; IRAN 76 % en 1970 ; TUNISIE 70,7 % en 1971) ; alors que le pourcentage de la valeur manufacturière qu'il reçoit est très significativement inférieur : 42 % en IRAN ; 54 % en TUNISIE ; 14 % à TRINIDAD et TOBAGO ; 10 % en COREE du SUD ; 6 % à SINGAPOUR.

En fait les écarts sont minimisés par le fait que l'on ne tient pas compte des valeurs réelles, mais des prix. Une comptabilité en temps de travail montrerait des écarts plus importants, car généralement la journée de travail est beaucoup plus longue dans le secteur informel que dans le secteur formel. Il faudrait aussi tenir compte d'autres formes de transfert ; par exemple, des travailleurs ayant acquis de l'expérience dans l'informel passent ensuite dans le secteur formel comme ouvriers.

Contribution des petites entreprises manufacturières à la production manufacturière globale

(Prix courants)

ANNEE	PAYS	Nombre de travailleurs/ établissement	Emploi milliers	%	Valeur Ajoutée		Valeur Ajoutée par travailleur dans toute l'indus- trie manufacturière
					Millions dollars	%	
1970	IRAN	1 à 19	600,5	76,4	613,1	34,8	1 020
1971	COREE du SUD	5 à 19	149,1	17,6	135,1	7,3	906
1971	SINGAPOUR dont	10 à 19 20 à 49	28,4 8,9 19,5	20,3 6,4 13,9	80,1 26,2 53,9	14,1 4,6 9,5	2 820 2 944 2 764
1973	ZAMBIE dont	1 à 19 20 à 49	7,0 1,9 5,1	17,2 4,6 12,6	nd	15	nd
1969	COLOMBIE	5 à 19	41,6	12,6	50,3	5,1	1 209
1970	TRINIDAD et TOBAGO	10 à 49	13,6	38,8	23,5	24,0	1 724
1971	TUNISIE	0 - 49	111,2	(70,7)	43,2	16,3	3 857 *
							2 943 (1970)

Source : IBRD and SIDA — Bank Staff working paper, No. 19, 1974.

* par travailleur permanent seulement.

3. *Contrairement à ce que suppose l'approche, le Secteur Informel n'a pas de moteur propre.*

Nous avons dit que la proposition centrale de l'approche consiste dans la dynamisation du secteur informel. D'où provient le moteur ? Est-il interne ou est-il extérieur à ce secteur ? Nous partirons de la question des débouchés qui est pour nous essentielle.

La théorie suppose presque toujours donner les débouchés. Pour qu'elle atteigne son objectif qui est de montrer comment le développement signifie le processus de suppression de la pauvreté absolue et la réduction des inégalités économiques, il faudrait qu'elle montre que la production du secteur informel dispose de débouchés créés sous sa propre dynamique. Si cette condition n'est pas satisfaite, la théorie manque de fondement. Or, elle suppose toujours la polarisation au sein du système entre centre et périphérie. Dans un tel système, la production pour la satisfaction des besoins des travailleurs n'est pas séparable du besoin de surplus dont la réalisation ne peut se faire qu'en dehors du secteur informel. Pour accroître les débouchés internes au secteur, il faudrait qu'il soit de plus en plus intégré, c'est-à-dire que les échanges s'intensifient, notamment entre l'agriculture et le secteur artisanal produisant des moyens de production pour lui-même et pour l'agriculture. Un tel processus n'est pas compatible avec un système dominé par les sociétés transnationales et les «élites» pour qui les devises pour l'achat des biens de consommation dans les centres sont essentielles. Or, les stratégies de développement ne sont point choisies par les «petits capitalistes» du secteur informel comme le suppose la théorie, mais par un ensemble d'intérêt dans lequel ils ne peuvent jouer au plus qu'un rôle d'alliés subordonnés à la coalition formée par les sociétés transnationales et la bureaucratie locale. La nécessité de réaliser en dehors du secteur informel le surplus qui y est généré enlève à la théorie des besoins essentiels son fondement le plus important. Il s'y ajoute que l'équivalent de ce surplus une fois réalisé ne s'y accumulerait qu'en cas d'expansion régulière des débouchés dans le secteur moderne ou à l'étranger. Or, dans une économie globalement extravertie, notamment de type africain, l'activité intérieure est conditionnée par la demande extérieure. L'expérience historique nous montre que c'est précisément l'extraversion qui est la cause fondamentale de la paupérisation dans les pays sous-développés.

En résumé, la théorie intégrée de la croissance répartition, propose une explication du processus de paupérisation qui est très partielle parce qu'elle ne prend pas en compte la dimension historique dans toute son ampleur. Sa théorie de répartition du stock de capital repose sur une conception erronée de la direction du transfert du surplus économique. Elle n'a pas pu montrer comment le processus de paupérisation peut être renversé à partir de la dynamisation du secteur informel.

4. *Stratégies, programmes et actions de satisfaction des besoins essentiels.*

Si l'approche ne peut montrer que le secteur informel dispose d'un moteur interne pour se dynamiser par des décisions propres, il en découle qu'une stratégie globale de développement basée sur elle n'est pas réalisable aussi longtemps que les relations centre-périphérie sont aussi inégales qu'elles le sont aujourd'hui et devront le rester au cours des années 1980. Néanmoins

des actions et même des programmes de lutte contre la pauvreté peuvent être lancés dans le cadre de stratégies qui continuent à être guidées par la recherche de prélèvement de surplus, comme cela a été le cas jusqu'ici. Nous entendons par actions, des opérations ponctuelles, non articulées réellement aux politiques globales et sectorielles et dont les résultats sont aléatoires dès le départ. Nous entendons par programmes, un ensemble d'actions coordonnées, de grande envergure. Quelles conditions doivent être réunies pour que ces programmes soient lancés ? Sont-ce les pays de la périphérie potentiellement les plus riches ou les pauvres qui risquent d'en bénéficier ? Dans la mesure où les pays africains constituent notre référence essentielle, nous allons d'abord rappeler leurs caractéristiques moyennes.

Selon la Banque Mondiale, 770 millions d'habitants de pays sous-développés vivaient dans la pauvreté absolue en 1975 ; depuis, le chiffre a dû augmenter considérablement. En Afrique sub-saharienne, la fraction de la population vivant dans la pauvreté absolue «représente au moins un tiers de la population totale dans presque tous les pays et plus de la moitié dans la majorité des pays de l'Afrique de l'Est. Le revenu par habitant de la plupart des pays de l'Afrique sub-saharienne à revenu intermédiaire (dont le TOGO et le GHANA) est trompeur, du fait qu'il s'agit en réalité, à quelques exceptions près de pays pauvres dans lesquels une enclave minière fournit de l'emploi à une faible fraction seulement de la population active» (17). Pour comprendre la place de l'Afrique au sein du système mondial, il faut se rappeler deux principes essentiels inspirés par l'histoire du développement du capitalisme :

1.) - le passage d'une forme de division du travail entre le centre et la périphérie a toujours eu un caractère partiel à la périphérie. Alors que le centre dans son ensemble subit une mutation au cours de chaque passage, une partie de la périphérie seulement voit sa division interne et la forme de ses échanges se modifier. Ainsi l'industrialisation par substitution d'importations n'a été accomplie réellement qu'en AMERIQUE LATINE, en INDE et en EGYPTE ; ces pays continuent par ailleurs à exporter des produits primaires pour financer l'achat des équipements et des biens intermédiaires. De même, la promotion des exportations industrielles n'a profité, qu'à quatre pays à peine situés dans le Sud-Est asiatique. La redistribution d'industries délocalisées dans le cadre d'un redéploiement de l'industrie mondiale se ferait non pas en fonction de la localisation des matières et des sources d'énergie bon marché mais des potentialités des marchés internes ou régionaux des pays où des industries délocalisées seraient implantées.

2.) - depuis le XIXème siècle, à quelques exceptions près, l'Afrique n'a connu de modification substantielle ni de sa division sociale du travail, ni dans la structure de son commerce extérieur. A l'exportation, ce sont toujours des produits primaires ou à peine dégrossis qui prédominent ; à l'importation, ce sont toujours les produits industriels destinés à la demande finale ou à l'infrastructure qui continuent de jouer un rôle essentiel. Le nombre de pays africains dont les structures de production peuvent être modifiées du fait d'une nouvelle division internationale du travail entre le centre et la périphérie est très faible (marchés internes très réduits, coûts de main-

PLACE DE L'AFRIQUE DANS LE SYSTEME DES PAYS SOUS-DEVELOPPES

(1976)

	en milliers d'habitants	en %	Taux de croissance 1970/76	Densité 1976 (hab.Km ²)	Millions de dollars U. S.	% du Total	Par habitant en dollar U.S.
AFRIQUE	383 297	12,4	2,6	13	153 841	12,2	401
A M L (sans les Antilles	327 009	10,6	2,8	14	402 402	32,1	1230
ASIE	1 254 175	40,4	2,9	80	453 037	36,1	361
(dont Asie du Sud et du Sud-Est	1 133 739	36,6	2,3	119	245 861	19,1	217
Total	3 098 220				1 255 141		

Source : *CNUCED Manuel de Statistiques du Commerce International et le Développement 1979.*

d'oeuvre relativement élevés par rapport aux autres régions concurrentes : potentialités énergétiques électriques non mises en exploitation (18). A titre d'exemple rappelons qu'en 1980, la population moyenne par pays africain, membre de l'O.U.A., est estimée à 8,9 millions, et à 7,8 sans le NIGERIA. Sur cinquante pays africains dont l'Afrique du Sud, 12 ont moins d'un million d'habitants. Même en ne retenant que les pays d'au moins un million d'habitants, la moyenne n'est que c'e 12 millions. La prétendue intégration économique sans unité politique ne peut éliminer cet handicap très sérieux. Dans ces conditions, l'Afrique considérée avec l'Asie du Sud, comme la partie la plus pauvre des régions du Tiers-Monde, peut-elle bénéficier de programmes de lutte contre la pauvreté ou d'actions seulement ?

Le lancement de tels programmes dans une formation sociale périphérique doit résoudre en premier lieu le programme du financement (19). Par définition, les bénéficiaires sont dans l'incapacité de le faire. Il faut donc trouver des sources de financement ailleurs que dans le secteur informel. Le financement doit provenir d'une source «externe» au secteur. Son ampleur est liée à la capacité de remboursement du secteur lui-même dans une économie à source de financement interne. Pour cela, il faut que toute l'économie soit en expansion puisque le secteur informel n'a pas de moteur propre. Mais la plupart des pays africains doivent recourir au financement extérieur. Dans ce cas, le taux de croissance économique et surtout le taux de croissance du secteur d'exportation détermine la capacité du pays à rembourser ses dettes ou bien alors il faut des potentialités de remboursements très élevées pour justifier des prêts importants. Donc, que le financement soit intérieur ou extérieur, des taux de croissance élevés en dehors du secteur informel constituent une condition essentielle de lancement de programmes de lutte contre la pauvreté. Les programmes lancés en dehors de ces conditions n'auront jamais de ressources pour réaliser des programmes à impact significatif à l'échelle nationale, notamment s'ils touchent le secteur de la production agricole et artisanale. De ce point de vue, la théorie des besoins essentiels aurait été plus appropriée en 1950 qu'en 1980. Pendant la période de forts taux de croissance au centre, la dynamique dérivée des Etats africains avaient créé des conditions plus propices aux programmes des besoins essentiels que depuis 1974.

Nous pouvons tirer deux conclusions , premièrement, au cours de la décennie 1980 et en raison de la crise, les programmes de lutte contre la pauvreté seront limités dans l'ensemble. Deuxièmement, les pays les mieux situés pour bénéficier de tels programmes, surtout s'ils sont financés de l'extérieur, seront les pays riches et non le «Quart Monde» dont la capacité de remboursement est très faible. C'est que ce financement est en rapport avec la ponction du surplus. Plus un pays peut fournir de surplus au centre et à la bourgeoisie locale, plus il peut bénéficier sinon de programmes, du moins d'actions de promotion de la petite production. Evidemment, la prise en compte de facteurs géopolitiques complique nécessairement cette présentation schématique.

L'examen de la répartition des prêts de la Banque Mondiale pour le financement des projets agricoles et ruraux nous permettra de concrétiser ces points par quelques statistiques.

En 1979, la Banque Mondiale qui joue le rôle de leader dans le financement des projets de basic needs a accordé des prêts pour un montant

de 2521,8 millions de dollars USA. Sur ce montant, 513,2 millions, soit 20,3 %, étaient prêtés à l'ensemble des pays africains, 14 % à l'INDE, 11,2 % à l'INDONESIE, 7 % au MEXIQUE et 3,7 % au BRESIL. La part des différents pays africains étaient respectivement :

ALGERIE	1,6 %	COTE D'IVOIRE	1
KENYA	4	LIBERIA	0,2
MADAGASCAR	0,4	MALAWI	8,8
MALI	0,9	MAROC	2
NIGER	1	NIGERIA	2,7
RUANDA	0,3	SOMALIE	0,7
SOUDAN	0,6	TOGO	0,5
TUNISIE	1,1	ZAMBIE	0,2

Source : *Banque Mondiale, Rapport annuel 1979, p. 96-97.*

Parmi les 15 pays africains qui ont bénéficié de prêts, 4 (ALGERIE, MAROC, TUNISIE, NIGERIA), sont classés en 1979 parmi les pays à revenus intermédiaires, les autres étant des pays à bas revenus. Mais à eux seuls, les premiers totalisent 36,4 % du total. Trois pays sahéliens (SENEGAL, HAUTE VOLTA, TCHAD) ne figurent pas sur la liste. De manière générale, plusieurs pays ayant réalisé des taux de croissance annuels moyens de la production agricole par tête n'ont pas reçu de prêts de la Banque en 1979 pour des projets de développement rural : ZAIRE, MAURITANIE, ANGOLA, GHANA, CONGO. Par contre, les pays qui ont reçu les prêts les plus importants ont connu généralement des taux de croissance industrielle supérieurs à 7 % : KENYA 11 %, NIGERIA 10,3 %, MAROC 7,8 %, COTE D'IVOIRE 7,9 %. Certes les chiffres cités ne portent que sur une année, mais ils sont significatifs tout de même. De manière plus générale, on constate que le potentiel de remboursement de la dette et non le besoin de financement pour chaque pays détermine comme dans le passé le flux du capital étranger. Cette tendance devrait se renforcer au cours de la décennie 1980. En effet, selon les projections faites par la Banque Mondiale pour 1990, on prévoit que les ratios du service de la dette publique extérieure exprimés en pourcentage des exportations des biens et services seraient de 19,2 pour les pays à revenus intermédiaires et de 9,8 pour les pays africains à faibles revenus contre 11,8 et 9,6 respectivement en 1977 ; soit une augmentation de 7 % pour les premiers et de 0,2 % pour les seconds. Si le ratio est calculé en pourcentage du PNB, nous aboutissons aux mêmes tendances. Pire, lorsque des pays sans grands potentiels de remboursement lancent des programmes de satisfaction des besoins essentiels, le FMI refuse des prêts lorsque le pays est en difficulté. Dans son rapport, qui a été à la base des discussions du colloque Sud-Nord d'Arusha,

Ismail Abdalla écrit : «A travers des conditions appropriées accompagnant l'octroi de ses crédits («stand by») et un «Programme de stabilisation», le Fonds impose à l'emprunteur le genre de modèle de comportement qui rassure la finance internationale et l'Ouest en général. Les gouvernements qui acceptent de se montrer économiquement timorés, socialement conservateurs et politiquement dociles peuvent ainsi espérer obtenir du Fonds un certificat de bonne conduite, que les pourvoyeurs de crédits commerciaux sont censés prendre pour un «feu vert» (20). Autant dire que même la réussite de programmes de lutte contre des poches importantes de pauvreté suppose la réforme du système monétaire international, c'est-à-dire la diminution du poids des Etats du Centre dans les décisions. Or, même si une réforme a lieu, il n'est pas évident que ce sont les pays ayant les moins grandes capacités de remboursement, mais lançant des programmes de satisfaction de besoins essentiels, qui seraient les plus grands bénéficiaires des prêts internationaux ; au contraire.

En résumé, la théorie des besoins essentiels ne permet pas de concevoir une stratégie globale de lutte contre la pauvreté. Elle peut inspirer des programmes. Mais ce sont les formations périphériques à fortes potentialités, porteuses d'activités à surplus important, qui pourront lancer ces programmes. Les pays du «quart monde» ne pourront tout au plus bénéficier que d'actions financées sur fonds publics extérieurs. Nous allons illustrer la démonstration générale par l'analyse de deux points essentiels sur lesquels insiste la théorie, à savoir la réduction du chômage par l'application de la technique dite appropriée et l'autosuffisance alimentaire.

5. La Technique à haute intensité de travail et l'évolution du chômage structurel en économie extravertie.

L'approche des besoins essentiels accorde une importance particulière aux relations entre la technique d'une part, l'emploi et le revenu d'autre part, mais aussi à la capacité des pays et des populations de développer leur propre technique.

1.) En général elle prête beaucoup de vertus (21) à la technique à haute intensité de main-d'œuvre, aussi pour le B.I.T. «jugés selon des indicateurs pertinents... les résultats obtenus par les petites entreprises qui appliquent un ensemble de technologies traditionnelles ne le cèdent en rien à ceux des grandes entreprises (22). Mais l'avantage essentiel de la technologie dite appropriée est la potentialité de création d'emplois productifs (23) supplémentaires qu'elle porte. Aussi la question essentielle est celle de savoir si la technique à forte intensité de main-d'œuvre peut entraîner ou non le renversement de la tendance à l'augmentation du taux de chômage et de sous-emploi et donc conduite au plein emploi de la force de travail. Actuellement, prétend la théorie, le ratio salaire-productivité est trop élevé dans le secteur dit moderne, ce qui encourage les investissements à haute intensité en capital, peu créateurs d'emplois. Pour favoriser l'adoption de techniques à haute intensité de travail, on propose de réduire les rémunérations dans le secteur moderne et d'augmenter celles du secteur informel. On suppose ainsi que cette structure des rémunérations entraînera une augmentation du taux de surplus prélevé par travailleur et attirera des investissements. En effet si le

coût de création d'unité d'emploi est donné, le taux de croissance des emplois est une fonction linéaire du volume de l'investissement. Celui-ci dépend à son tour des produits escomptés. Or, l'augmentation des investissements est, dans une économie extravertie, fonction non seulement du taux de profit, mais de la fraction transférable à l'extérieur, notamment pour le compte des sociétés transnationales. C'est pourquoi en cas de réduction de l'écart des salaires entre le secteur moderne et le secteur informel, rien ne garantit l'élévation du taux d'investissement, contrairement à ce que pensent les experts du B.I.T. Certes, pendant un laps de temps, une redistribution des rémunérations au profit du secteur informel peut augmenter la demande de produits locaux et donc entraîner la création d'emplois supplémentaires. Mais l'effet de cette redistribution variera beaucoup d'une formation périphérique à une autre. Ce sont les pays à vaste potentiel de marché interne ou à main-d'œuvre très abondante et très bon marché qui peuvent attirer des volumes importants d'investissements. La majorité des pays africains ne remplissent aucune de ces conditions. Ils ne peuvent attendre de ces stratégies une solution même partielle, à leur problème de chômage. Il s'y ajoute que la conjoncture de la crise n'est pas favorable aux secteurs d'activités tournés vers les marchés du centre.

Mais plus généralement, le problème de fond n'est pas de savoir si la technologie à forte intensité en travail a créé plus d'emplois que les techniques à forte intensité en capital pour un niveau d'output déterminé (c'est en effet une tautologie), mais de savoir si en économie extravertie la priorité donnée à cette technique permet de renverser la tendance au développement du chômage structurel. Nous n'en connaissons pas d'exemple dans les pays sous-développés qui ont adopté ces techniques, à savoir TAIWAN et la COREE du SUD. La raison en est que l'extension soutenue du marché, sans laquelle il n'y a pas un processus continu d'investissement, n'existe pas. Donc la technique à haute intensité de main-d'œuvre n'est pas une condition suffisante pour résorber le chômage.

2.) A défaut de résoudre le problème du chômage, la technique à haute intensité de travail qui est préconisée peut-elle être endogène ou du moins contrôlée localement en économie extravertie ? Dans les pays sous-développés, il n'y a de recherche au niveau national que dans quelques grands pays comme l'INDE. Ailleurs, ce sont les sociétés transnationales qui y contrôlent le marché de la technologie, notamment en ce qui concerne les techniques de fabrication. Ce contrôle ne s'arrête pas au secteur moderne. En effet elles vendent des équipements au secteur informel dès lors qu'il devient dynamique. Les machines, même assez simples, utilisées dans le secteur sont en général fabriquées par des sociétés transnationales ou sous licence. Sans préconiser la création de techniques endogènes, la théorie des besoins essentiels considère que la technique appropriée par excellence est celle qui est « appropriée par la peuple » (24). En d'autres termes, la capacité technologique ne doit pas se limiter aux connaissances nécessaires pour négocier avec les sociétés transnationales, mais aussi s'étendre à la meilleure gestion d'une économie à secteur informel prioritaire et à l'invention et la fabrication d'outils pour ce secteur. Voyons si c'est possible.

(a) La capacité de gestion dépend de l'adéquation entre le système éducationnel et les problèmes auxquels la formation sociale est confrontée. En dynamique, les formations socio-économiques centrales résolvent périodiquement ces problèmes par des réformes des systèmes éducationnels pour les adapter aux exigences nouvelles nées des changements économiques déjà accomplis ou en cours. En économie extravertie, ce degré d'adaptation est variable. En effet, les systèmes éducationnels sont plus ou moins extravertis suivant les types de formations sociales. En Afrique et notamment en Afrique sub-saharienne, le degré d'extraversion dans le domaine de la formation scolaire et universitaire est extrême, car le système éducationnel n'est ni enraciné dans les traditions, ni efficient. L'enseignement supérieur absorbe des ressources énormes sans fournir pour autant des cadres capables de gérer convenablement les économies nationales. Sur ce continent, l'assistance technique continue de jouer un rôle de premier plan. En effet, dans tous les pays développés, des institutions se spécialisent dans les problèmes du sous-développement alors que dans nos universités, la formation sur ces problèmes reste des plus médiocres. L'enseignement de technique de gestion dans une économie où domine la petite production suppose des réformes profondes, car l'enseignement actuel est dominé par les besoins des grandes entreprises. Il faudrait donc opérer des réformes allant dans le sens contraire de ce qui se passe dans les centres où la tendance est toujours à la formation de grandes unités de production et où le système éducationnel est organisé en conséquence. Des réformes supposent une réallocation des ressources de formation en faveur de l'éducation de base et de la formation technique secondaire et supérieure. Or le système actuel qui donne la priorité à l'allocation des ressources en faveur de l'enseignement supérieur est cohérent avec la manière dont les économies sont insérées dans le système. C'est cette priorité qui permet à la classe dirigeante de se reproduire dans une grande partie de l'Afrique où les classes sociales ne sont pas cristallisées, l'occasion à l'échelon de la direction du pays étant le plus souvent condition d'appartenance à la minorité privilégiée. Donc, rien ne montre qu'une telle refonte est possible au sein du système.

(b) Les pays centraux consacrent de plus en plus d'argent à la recherche-développement (3 à 5 % du PNB pour les pays de l'OCDE) (25) — des milliers de chercheurs y travaillent. Les pays sous-développés ne consacrent que très peu de moyens à la recherche-développement (0,2 à 0,3 % du PNB). Pour en accroître l'efficacité, la théorie des besoins essentiels propose de donner la priorité aux secteurs qui n'exigent pas nécessairement des moyens sophistiqués ni des chercheurs très spécialisés. Pour cela, la recherche locale doit satisfaire en premier lieu les besoins (et non pas seulement la demande) des petites unités de production, situées pour l'essentiel dans le secteur informel. Or, pour qu'une telle proposition se réalise il est indispensable que les unités de production atteignent des dimensions assez grandes et soient inter-connectées ; ce qui suppose l'élévation du taux de croissance de la part de la main-d'oeuvre salariée ou de travailleurs regroupés dans des coopératives de production, ce qui est incompatible avec le culte de l'unité de production familiale que prône la théorie, à cause de l'échec de la Révolution Verte. Il s'agit là d'une position dogmatique d'autant plus étonnante

que les auteurs supposent toujours que les unités fonctionnent dans les économies capitalistes. Quoi qu'il en soit, la recherche appliquée locale ne peut se développer que si la taille des unités de production est assez grande pour justifier des recherches d'un niveau supérieur aux connaissances que les travailleurs ont déjà acquises par la pratique. Sinon, les chercheurs s'aperçoivent, frustrés, que les soi-disant illettrés en savent plus qu'eux sur la petite technologie. Sur ce point, la théorie des besoins essentiels proposent la quadrature du cercle. Il en résulte que les pays de la périphérie qui pourront créer de manière significative des capacités technologiques nationales seront ceux qui disposent d'un potentiel articulé sur la recherche dans les centres, soit par accord d'Etat, soit à travers les sociétés transnationales. L'un des éléments essentiels de ce potentiel est l'existence de grandes entreprises susceptibles de rentabiliser par la production de masse, les dépenses consacrées à l'acquisition ou à la création de techniques. Une fois de plus, on vérifie que ce sont les conditions économiques qui déterminent la technique et non le contraire.

3.) De ce point de vue, il faut écarter une confusion entre les problèmes du travail tels qu'ils sont ressentis par les travailleurs des centres et ceux de la technologie appropriée au Sud, comme le fait, par exemple, ELLIS qui insiste à la fois sur le fait que la technologie appropriée est celle qui émane de la population et en même temps sur le transfert de ces mêmes techniques des Etats-Unis vers les pays du Tiers-Monde (26). Le problème de la participation des citoyens à la création technologique se pose dans un contexte très différent de celui du Tiers-Monde. Aux Etats-Unis, la sensibilisation sur les problèmes énergétiques et écologiques est l'occasion de la constitution d'associations formées de personnes hautement qualifiées, cherchant à créer des petites poches de technologie douce, sans toucher à l'armature essentielle du taylorisme et de l'automatisme. De manière plus générale dans les pays développés, le bricolage est une activité marginale. La Recherche-Développement est orientée vers la recherche de la plus grande productivité du travail et non vers la résolution du problème du chômage. Même les expériences limites de travail moins parcellisé ne sont retenues que lorsqu'elles se soldent par une élévation de la productivité du travail (27). C'est pourquoi, alors que le chômage ne cesse de gonfler dans les centres actuellement, la productivité du travail ne fait qu'y augmenter, de sorte que le taux de croissance réel du PNB habituel ne baisse pas. Même dans l'agriculture, l'accumulation se développe à un rythme accéléré (28).

En résumé, la réduction du taux de salaires des travailleurs du secteur moderne n'a d'effet créateur d'emplois que si d'autres conditions sont réunies. L'innovation technologique ayant pour effet la multiplication des emplois dans le secteur informel ne peut être réalisée sans réforme profonde du système éducationnel et de la recherche pour les adapter aux problèmes du développement. Mais cette réforme n'est dynamique, c'est-à-dire évolutive, que si les secteurs et les branches de l'économie sont de plus en plus intégrés, à mesure que la productivité du travail s'élève. Ce que la théorie ne montre point. Dans le monde actuel chaque formation sociale devrait chercher à accéder aux niveaux les plus élevés de la technologie dans un laps de temps raisonnable. La formation de grandes unités de production, condition de cette accession, est en contradiction avec le dogme de l'unité de production familiale, présentée comme diéale pour les pays du Tiers-Monde.

6. *Limites Structurelles à la Réalisation de l'Auto-Suffisance Alimentaire Préconisée*

L'analyse que nous venons de faire sur le plan global devrait être reprise au niveau des différents secteurs d'activité qui concernent les besoins essentiels à satisfaire (agriculture pour l'alimentation, petite production industrielle et artisanale, formation, santé . . .). Nous allons nous limiter à l'agriculture et montrer que dans les conditions moyennes de l'Afrique, sans secteur extérieur dynamique, l'agro-alimentaire stagnera ou regressera.

Pendant tout le 19^{ème} siècle et jusqu'au début des années 1960, les objectifs assignés à l'agriculture africaine étaient de produire des matières premières de biens alimentaires, de procurer des devises en cas de vente hors de la zone impériale, de financer les importations nécessaires aux colonies et les dépenses budgétaires. La production pour la consommation paysanne était considérée comme une condition nécessaire à la production du surplus et non comme objectif prioritaire. Dans la majorité des cas, les conditions nutritionnelles se détérioraient sous l'effet de la baisse des revenus réels, de la détérioration des prix relatifs des produits agricoles, de la baisse de productivité et des rendements et de la pression démographique. Les conditions physiques de reproduction se dégradaient aussi, allant dans certaines régions jusqu'à la désertification. L'accession à l'indépendance n'a pas changé radicalement la tendance. Au contraire, dans bien des cas, le processus de surexploitation des hommes et de la nature a continué. Au cours de la décennie 1970, l'indice des produits agricoles par habitant a considérablement baissé. La famine s'est étendue. Or, avec la crise mondiale actuelle, les termes de l'échange extérieurs se détériorent davantage. A la malnutrition ou à la faim est venue s'ajouter la dépendance alimentaire sans que les pays disposent de moyens financiers pour importer. La situation tend à s'aggraver du fait de la stagnation de la productivité et du rétrécissement des débouchés urbains sous l'effet d'une distribution de revenus favorables aux couches qui consomment des produits alimentaires importés, et du façonnement du modèle de consommation à partir de l'extérieur. La théorie des besoins essentiels propose de renverser la tendance en accordant la priorité à l'agro-alimentaire par l'auto-suffisance paysanne. A la suite de quoi, un excédent disponible pour le milieu urbain se dégagera. D'où des recommandations de politique de développement rural intégré, donnant la priorité à la production vivrière d'autoconsommation paysanne. Que vaut cette proposition ? Pour prétendre renverser la tendance à la croissance de la famine, il faudrait non des actions ponctuelles mais des vastes programmes de développement à l'échelle des pays qui en souffrent. Mais pour que de tels programmes soient lancés il faut disposer de moyens de financement (29) très importants du moins au départ. Si le pays ne dispose pas d'une rente minière, c'est à l'agriculture de fournir ces moyens de financement nécessaire à l'inadaptation des biens de consommation intermédiaire. Il faut donc que le sous-secteur agricole producteur de surplus, c'est-à-dire l'agriculture d'exportation, soit développé au moins autant que l'agriculture d'auto-suffisance alimentaire paysanne. Ce qui signifie que l'expansion du sous-secteur agro-alimentaire dans une économie extravertie, notamment de type africain, est subordonnée à celle de l'agriculture d'exportation. Les théoriciens des besoins essentiels peuvent renverser cette hiérarchie verbalement mais pas dans la réalité.

Comme la demande extérieure est en relation avec la croissance dans les centres, le développement de l'agriculture d'auto-suffisance paysanne est ainsi dépendant du sens de l'évolution de l'économie mondiale jusqu'à un certain point.

La production alimentaire pour la consommation urbaine ne peut-elle aussi se développer à long terme en économie extravertie que si une demande croissante se manifeste en milieu urbain ? Cette demande est déterminée par le modèle de consommation dominant, par le montant du revenu et par sa distribution, par les prix de produits concurrents importés. De ces déterminants, les plus importants sont les revenus et les prix. Outre le revenu urbain provenant de la redistribution du surplus agricole, la deuxième source fondamentale du revenu est la production industrielle. Le volume de surplus agricole redistribué en ville varie en sens inverse avec le prix agricole au producteur, en supposant la valeur et la productivité constante. Par conséquent toute tentative d'augmenter le revenu urbain par l'augmentation du taux d'exploitation de la paysannerie devrait être exclue. L'augmentation de l'emploi urbain devient donc le moyen essentiel d'augmenter la demande urbaine de produits agricoles. Ce qui revient à dire que c'est l'industrialisation qui conditionne la réussite d'une politique d'auto-suffisance alimentaire. Sans un programme d'industrialisation ambitieux, la révolution verte n'aurait pas permis à l'Inde de réaliser l'auto-suffisance alimentaire (30). Si cette industrialisation est dépendante de l'extérieur, la réalisation du programme d'auto-suffisance peut être compromise. Ce risque est d'autant plus élevé que la dépendance porte non seulement sur les équipements et machines, mais aussi sur les débouchés. L'Afrique dans son ensemble est donc mal placée. En effet, l'industrialisation par substitution d'importation ne se développe pas vraiment faute de débouchés intérieurs. C'est à une stratégie d'industrialisation à débouchés extérieurs qu'invite la stratégie de développement agro-alimentaire préconisée par la stratégie des besoins essentiels. Or, la stratégie d'industrialisation par promotion des exportations est d'une part une industrie de la période de forte croissance au centre, et d'autre part mal adaptée aux conditions africaines actuelles. Les conditions de faveur que fait présentement la Communauté Economique Européenne aux pays associés par la Convention de LOME ne doivent pas faire illusion. Son comportement le plus probable dans le futur sera celui qu'elle a adopté vis-à-vis des pays de l'Asie de l'Est, à savoir le nouveau protectionnisme.

En définitive donc et malgré les apparences, les pays souffrant le plus de famine pourront bénéficier certes de «programme d'aide alimentaire», mais pas de grands programmes d'éradication de la faim. L'éradication dépend du développement général.

III — L'APPROCHE PAR LES BESOINS ESSENTIELS, THEORIE DE LA RELANCE DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE DANS LES CENTRES

Dans la partie précédente nous avons soutenu, preuves à l'appui, que l'approche par les besoins essentiels ne peut donner lieu à une véritable stratégie de développement, éliminant pauvreté et chômage, c'est-à-dire le sous-développement. Pourtant cette approche dispose de plus en plus de moyens intellectuels et matériels pour s'imposer comme alternative au développement

durant les années 1980 et au delà. On peut penser avec F. Perroux (31) que c'est parce qu'elle fait renouer avec l'économie politique, puisqu'elle met au premier plan de ses préoccupations des problèmes relevant de la lutte des classes, notamment en renonçant implicitement au dogme de l'égalité entre la productivité marginale du travail et la rémunération, en mettant l'accent sur la dimension industrielle de l'économie, etc. L'approche n'hésite d'ailleurs pas à proposer ouvertement des réformes politiques par exemple. Mais pourquoi des institutions qui en général s'opposent à des réformes profondes pouvant mettre fin au chômage et à la pauvreté, soutiennent-elles tant la théorie des besoins essentiels ?

La réponse doit être située à l'intérieur d'un débat plus général, celui qui porte sur la théorie des maillons faibles au sein du système capitaliste mondial, par rapport à la problématique du socialisme, tant il est vrai que, comme l'écrit Myrdall « nos opinions – depuis les idées populaires jusqu'aux théories les plus sophistiquées – tendent à être influencées par des intérêts communément exprimés, quoique souvent de façon erronée, par les groupes dominants de nos sociétés (32). Certains auteurs soutiennent que la périphérie est la zone des maillons faibles par excellence (33). L'histoire leur a donné raison. En effet, c'est là que certaines luttes de libération nationale ont débouché sur la sortie (rarement définitive d'ailleurs) du système. Par contre, une révolution socialiste endogène par son déclenchement n'a encore réussi dans aucune formation capitaliste centrale, si l'on excepte le cas un peu spécial de la Russie. Mais quelle est la stratégie qui détermine les comportements des responsables économiques et politiques des centres dans la conjoncture économique des années 1980, sur le problème des maillons faibles ? Selon eux, il faut en premier lieu sauvegarder les formations centrales comme bastions, sans remettre en cause les aspects de ces formations qui exercent une forte attraction sur les couches moyennes dans le monde entier, à savoir les performances dans les domaines technologique (et pas nécessairement économique et social), politique et culturel. Cette attraction constitue pour l'Occident un avantage comparatif global extrêmement important. Or la conservation de ce dernier est liée à la croissance économique qui, à défaut de réduire les inégalités (34) facilite la mobilité sociale, (une des conditions essentielles de cette démocratie).

Concernant le Sud, les responsables politiques et économiques considèrent que le maintien dans le système peut nécessiter le recours à des moyens multiples, y compris à des guerres civiles et à la répression aveugle pour sauvegarder les intérêts des sociétés transnationales et de leurs alliés (35).

Au total, dans la conjoncture actuelle, ces responsables des grands pays de l'Occident, apprécient la pertinence d'une théorie non d'après sa contribution à l'élimination de la pauvreté à la périphérie, mais d'après son impact sur les conditions de la reprise de la croissance dans les centres. Le test d'efficacité de la théorie des besoins essentiels ne saurait échapper à cette règle.

Pour comprendre les fonctions idéologiques de cette théorie, il importe de la placer dans le contexte de la crise et des relations centre-périphérie (nouvel ordre économique international). Jusqu'ici la bourgeoisie occidentale a réussi à faire en sorte que la crise économique ne dégénère pas en crise sociale et politique. Au contraire, partout un consensus social s'est ins-

tallé. C'est une atmosphère assez différente de celle de 1929-45, caractérisée par des crises sociales et politiques très violentes. Si la théorie keynésienne a eu tant de succès, c'est parce qu'elle a proposé une solution socio et même politico-économique et non une solution économique «pure» à la crise de 1929. Keynes a mis en avant le rôle de l'Etat et montré comment passer d'une situation de crise socio-politique à une situation caractérisée par le consensus social, la crise économique ne pouvant être résolue que lorsqu'elle a perdu son contenu politique. En somme il a montré qu'il fallait mettre sur pied l'Etat Providence. C'est ainsi qu'il faut comprendre l'interventionnisme étatique préconisé par un homme très libéral dans sa démarche intellectuelle. A l'époque de Keynes, le Tiers-Monde politiquement inexistant, n'intervenait pas dans la solution de la crise. Aujourd'hui, bien que le problème à résoudre soit semblable – renverser la tendance à la baisse du taux général de profit à l'échelle du système, mais par des mesures le plus souvent nationales – deux données fondamentales ont changé :

1.) Un consensus social est réalisé au centre, malgré l'augmentation du taux de chômage et de l'inflation, qui permet de remettre en cause les acquis de l'Etat Providence pour sortir de la crise. *Le néolibéralisme économique* triomphe, peut-être parce que les crises politiques (1968) et philosophiques ont précédé la crise économique au lieu de se combiner à elle. Au plan politique, il est visible aux victoires électorales des partis conservateurs.

2.) Les Etats du Tiers-Monde sont très actifs. Ils remettent en cause l'ensemble des relations qui ont permis aux pays du centre de surexploiter ceux de la périphérie depuis plusieurs siècles. L'action unilatérale du relèvement des prix du pétrole en 1973, par les pays membres de l'OPEP, est devenu un symbole. Malgré la diversité des situations et même les divergences d'intérêts les Etats du Sud sont d'accord sur un point essentiel, la résolution de la crise ne doit pas se faire à leurs dépens, ce qui n'est possible que si le Sud crée et renforce des liens de solidarité. Trois conditions sont indispensables pour que les relations Sud/Sud se développent (à l'intérieur du système polarisé non remis en cause par les Etats) : Premièrement un consensus social dans chaque Etat, afin que les Etats apparaissent comme porte-parole de leurs peuples. Deuxièmement des programmes d'industrialisation ambitieux qui ne peuvent être mis sur pied que par l'étatisation des économies. Troisièmement, un consensus entre les Etats du Tiers-Monde.

A notre avis, la théorie des besoins essentiels développe des arguments qui vont à l'encontre de la réalisation de ces trois conditions. C'est en cela qu'elle assume des fonctions idéologiques au service des intérêts dominants.

(a) Même la version de droite de la théorie insiste sur les inégalités dans les formations sociales périphériques, les versions de gauche insistant sur l'absence de démocratie politique, présentée d'ailleurs comme cause des inégalités. Or, nul n'ignore que le fonctionnement du système global bloque le développement et engendre inégalités et pauvreté. D'ailleurs ces inégalités ne datent pas de 1973. Il est clair que les grands intérêts entendent utiliser la théorie pour affaiblir les Etats du Tiers-Monde, même si la version de gauche s'en défend, en montrant qu'ils ne représentent qu'une fraction de leur peuple, que le consensus social est imposé et non accepté comme au centre.

(b) Le centre a remarqué que les Etats qui sont à l'avant-garde des revendications du nouvel ordre économique international sont ceux qui ont lancé des programmes d'industrialisation importants. Par nécessité, ils interviennent de manière essentielle dans la vie économique, non seulement comme planificateurs mais aussi comme entrepreneurs. Ces Etats ont un besoin objectif plus pressant d'un changement de l'ordre international que ceux qui se contentent d'une évolution spontanée de la division internationale du travail. La multiplication de ces expériences contribuerait au renforcement des relations Sud/Sud, y compris sur les plans politique et culturel, car ces plans ambitieux sont en général accompagnés d'un regain d'agressivité anti-occidentaliste. Or la théorie des besoins essentiels suppose dans sa version dominante une économie libérale. En effet le libéralisme est considéré comme plus favorable à la participation des populations et à la démocratie à la base que le capitalisme d'Etat. Dans la mesure où le capitalisme libéral est incapable de lancer de véritables programmes d'industrialisation, condition nécessaire au renforcement des relations Sud/Sud, le néo-libéralisme implicite de la théorie des besoins essentiels sert les intérêts des centres. Ceci est d'autant plus vrai que le néo-libéralisme est considéré par les grandes institutions financières et monétaires et par les sociétés transnationales comme favorable au gel des salaires dans le secteur moderne et comme favorable au transfert des valeurs.

La troisième condition du renforcement des relations Sud/Sud est l'existence d'un consensus entre les Etats. Les situations sont très diverses et les intérêts parfois divergents, mais les Etats se montrent solidaires au moins pour faire pression globalement sur le centre. Or ce dernier considère comme condition essentielle pour lui, le retour à la situation antérieure à la crise, où le Tiers-Monde ne faisait pas de revendications communes. La théorie des besoins essentiels met l'accent sur ce qui sépare les pays sous-développés. A ce propos, l'expression de «Quart Monde» a été forgée. La théorie prétend proposer des solutions surtout aux problèmes des pays les plus pauvres. Nous avons montré qu'il n'en est rien malgré les apparences. Néanmoins, certains Etats sont sensibles au fait que l'aide publique leur soit accordée même si ce n'est pas immédiatement pour accompagner les intérêts des sociétés transnationales comme dans les Etats riches. La théorie des besoins propose des solutions fausses aux problèmes des pays économiquement les moins intégrés, afin de créer des fissures dans le front des «77» (36). L'autre versant serait le rapprochement entre pays du centre et pays «semi-industrialisés» (37).

En résumé, la théorie des besoins essentiels est un auxiliaire du néo-libéralisme qui se développe au centre à la faveur de la crise économique actuelle. Sa fonction idéologique est d'affaiblir le Sud dans les relations avec le Nord, en mettant l'accent sur les inégalités réelles, mais non résorbables dans le système sur le libéralisme économique incompatible avec l'industrialisation, et sur les intérêts spécifiques du «Quart Monde», alors que le Grand Capital traite surtout avec les pays riches. Elle essaie ainsi de justifier le retour à l'ordre économique international imposé par le Centre, afin d'assurer la relance de l'activité économique. Si les contradictions réelles sur lesquelles compte le centre pour diviser les Etats du Sud se développent, le résultat n'en sera pas évidemment nécessairement le retour à l'ancien ordre économique. Au contraire, les peuples réagiront et imposeront une solidarité Sud/Sud, qui, jusqu'à maintenant, n'est que virtuelle.

IV — RESUME ET REFLEXIONS FINALES

Nous sommes partis de l'idée qu'une approche aux problèmes économiques de notre temps doit prendre le système global comme champ. Or, le système est en proie à une double crise : crise nationale et crise internationale. La théorie des besoins essentiels prétend s'attaquer directement aux problèmes de la pauvreté dans les pays du Sud, à partir d'un schéma qui perpétue l'avance économique et donc la domination politique et culturelle du Nord. Nous pensons avoir montré qu'elle ne fournit pas un cadre intellectuel satisfaisant pour poser et résoudre les problèmes de la pauvreté dans les économies extraverties. En effet la théorie repose toute entière sur la possibilité de dynamiser le secteur informel. Si celui-ci n'a pas de moteur autonome, toute stratégie globale de lutte contre la pauvreté s'avère impossible. On ne peut alors concevoir au mieux que des programmes dans des économies d'ailleurs dynamisées à partir du secteur moderne ou des pays du centre. Dans les économies qui ne remplissent pas les conditions d'une dynamisation extérieure au secteur informel, l'approche ne peut justifier que quelques opérations incohérentes sans effet significatif sur la réduction du taux de pauvreté. Si donc l'approche par les besoins essentiels peut inspirer des programmes de lutte contre la pauvreté, ce sont les pays « riches » du Tiers-Monde qui risquent d'en bénéficier le plus et non pas, contrairement aux apparences, les pays les « plus pauvres » en potentialité d'exportation ou d'expansion de marché intérieur (38). A notre avis, cette incapacité de l'approche de contribuer à l'éradication de la pauvreté du Tiers-Monde, est si patente que bien des intérêts importants qui la soutiennent accordent une place plus importante au rôle qu'elle peut jouer dans la relance de la croissance au Nord. A ce propos, nous avons montré que pour le système, il est vital que cette relance ait lieu, une des conditions étant l'affaiblissement du Tiers-Monde dont les Etats réclament la réorganisation des rapports Nord-Sud, dans un sens moins inégalitaire que dans le passé. Il faudra nécessairement un compromis, mais le Nord pense qu'en développant les thèmes idéologiques et politiques liés aux problèmes de la pauvreté, à l'inégalité et à l'absence de démocratie dans le Tiers-Monde, il affaiblira assez le Sud, de manière à pouvoir reprendre l'initiative. Alors que faire au niveau du Tiers-Monde en général et de l'Afrique en particulier ?

1.) Le Tiers-Monde ne peut pas accepter le cadre proposé par l'approche des besoins essentiels pour résoudre ses problèmes de développement. Le schéma dont part l'approche résume tout au plus les tendances passées. Ce n'est pas un schéma d'avenir. Faut-il pour autant accepter les propositions relevant de l'utopisme, comme nous y invite tout un courant de pensées inspirées négativement par les effets non désirés de la période de l'accélération de la croissance et positivement par l'idée que l'on s'est faite pendant longtemps de la « Révolution culturelle » en Chine ? A la fin des années 1960, le modèle de croissance accélérée, avec gaspillage des ressources non renouvelable et aliénation croissante du travail, y compris dans le secteur tertiaire, est de plus en plus remis en cause dans les centres ; c'est ce qui explique le retentissement qu'a eu la première publication du Club de Rome « Halte à la croissance ». Intellectuellement donc, le combat était engagé pour la « qualité de la vie ». L'utopisme commençait à se développer. La dominance de

l'économie dans la vie sociale était contestée même par les couches moyennes et non pas seulement par des groupes d'intellectuels. On s'interrogeait sur les effets du développement économique sur la vie des individus et non pas seulement sur les classes sociales. L'idée que le développement en cours était un «mal développement» germa. Dans son document préparatoire à la première session extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies en 1974, consacrée aux problèmes du nouvel ordre économique international, le groupe Hammarskjöld caractérisait ainsi le développement : «Le développement est un tout. Ses dimensions écologiques, culturelles, sociales, économiques, institutionnelles et politiques ne sauraient être comprises que dans leur système de relations» (39).

La distinction entre mal-développement et développement est venue s'ajouter à celle établie entre développement et croissance. La distinction entre croissance et développement était faite sur la base de critères économiques pour l'essentiel. La croissance avec développement est censée être accompagnée d'une structuration de l'économie nationale qui peut déclencher un mécanisme de croissance auto-entretenu au bout d'une certaine période ; elle est accompagnée d'une élévation du niveau de vie de l'ensemble de la population. Mais une croissance sans développement n'entraîne pas cette structuration. Si cependant, le développement économique ainsi défini, est accompagné de l'aliénation accrue du travail, du gaspillage des ressources non renouvelables, de pollution, du dépérissement des valeurs, de la déshumanisation des relations sociales, etc..., on se trouve en présence non du bon développement, ou développement véritable, mais du mal-développement. La définition du *développement véritable* (ou autre développement) tend à remettre en cause la priorité donnée à l'économique et à privilégier au contraire les autres aspects. Ignacy Sachs résume la pensée de ce courant en écrivant que le développement nouveau devrait être considéré comme un processus inachevé de maîtrise de l'homme sur ses relations avec le milieu physique et sur ses relations sociales (40).

De là est née l'idée que le Tiers-Monde doit éviter d'imiter l'Occident (41). Mais nous devons remarquer qu'actuellement la lutte pour un autre développement marque le pas dans les centres, en raison de la situation de crise. Depuis 1974 en effet, pour des couches importantes de la population, les problèmes du pouvoir d'achat, et de la sécurité de l'emploi sont devenus des préoccupations essentielles. Un des symptômes les plus visibles est le recul de l'audience dont jouit le mouvement écologiste (42). Les syndicats ne développent plus le thème de la qualité de la vie que de manière marginale. Au contraire les responsables politiques et économiques insistent plus que jamais sur la nécessité d'accroître la productivité du travail aussi rapidement que possible.

L'approche utopiste va très loin dans l'analyse, mais elle suppose qu'au sein du système mondial, la convergence des intérêts de classes et de nations l'emporte sur les divergences. Nous n'avons pas de raison objective d'accepter cette hypothèse. Au contraire, nous devons considérer que le fonctionnement du système, même légèrement modifié, continuera de reposer sur l'exploitation des pays du Tiers-Monde, aussi longtemps que ceux-ci n'auront pas *rattrapé* les pays centraux dans le domaine, vital au plan international, qu'est la technologie. L'une des critiques essentielles que nous fai-

sons à l'approche utopiste est qu'elle minimise le rôle des forces productives dans la définition des objectifs de développement. Dans les définitions que nous avons citées plus haut, la place de l'économie est relayée à un rang inférieur à celui des valeurs culturelles, etc. Nous pouvons utiliser les apports de l'utopisme et enrichir la théorie du développement autocentré et de l'autonomie collective, mais la substitution de l'utopisme à la problématique du développement autocentré ne peut que semer des confusions.

L'approche par le *développement autocentré* part de l'observation selon laquelle, l'inégal développement des forces productives entre formations sociales ne donne qu'à quelques unes la capacité de procéder à des réajustements dans des directions meilleures (43). En plus, il entraîne un transfert des ressources des moins développés vers les plus développés, et donc accentue ce processus de l'inégalité et de l'exploitation. C'est pourquoi, tout en rejetant l'économisme, reproché avec raison aux expériences menées dans les démocraties populaires d'Europe notamment, nous pensons que l'économie reste la base essentielle à partir de laquelle il faut partir pour déterminer les objectifs du développement et qu'il faut donner autant d'importance au développement des forces productives qu'aux rapports sociaux de production. La domination qu'exerce les pays occidentaux sur le plan technologique permet d'y construire des théories reléguant plus ou moins l'impératif du développement des forces productives à l'arrière plan. Nous ne pensons pas qu'il y ait de la place pour de telles théories dans le Tiers-Monde. Il ne s'ensuit pas que le PNB par habitant synthétise convenablement le degré de leur développement ; le développement est en effet une combinaison de la productivité du travail social et du degré d'intégration de l'économie nationale. Une formation sociale où la productivité du travail s'élève en même temps que l'articulation des secteurs et des branches de production, produisant des biens intermédiaires et des biens de consommation de masse, est en voie de développement du point de vue économique, car elle acquiert la capacité de poser les problèmes qui surgissent et éventuellement de leur trouver des solutions. Evidemment le développement des forces productives doit être considéré sur une longue période, afin d'assurer les conditions de la production élargie future. Sur un tel développement, des luttes politiques et culturelles peuvent s'articuler sans que la formation sociale éclate. Dans le cas contraire, l'éclatement d'un État peut se produire facilement à la suite de luttes régionales. Or la plupart des formations africaines sont fragiles, non seulement sur le plan économique mais aussi culturel et politique. Aucun programme de formation de la conscience nationale à travers les partis uniques, la centralisation administrative ou le «retour aux sources» par exemple, ne réussira à écarter le danger d'éclatement des pays africains, si le processus de développement de forces productives ne s'opère pas.

Le respect des valeurs doit être une condition essentielle de l'adhésion populaire à de telles transformations. Mais il faut se méfier des savants qui veulent donner la priorité au spirituel dans un monde basé sur les rapports de force. Les mouvements populistes à contenu purement idéologique et culturel ne doivent pas faire illusion sur ce point. Le rejet des valeurs du capitalisme et du socialisme vécus, non accompagnés du développement simultané des forces productives au sens défini plus haut, conduit nécessairement à des impasses, à la repression politique et à la récupération qui fait

retomber le pays dans la dépendance après un laps de temps plus ou moins long. Pour conserver les valeurs et libérer l'homme, le processus de l'élévation de la productivité sociale du travail et de l'intégration de l'économie nationale est un impératif de première catégorie. Il implique nécessairement des changements profonds, tels que le peuple accède à la sphère des grandes décisions. Les rapports extérieurs avec les centres subissent alors des changements, car la spécialisation internationale imposée est remise en cause. Dans ce processus, la résorption de la pauvreté est liée à l'intégration progressive de l'économie nationale et à l'augmentation du pouvoir des travailleurs. C'est dans un tel cadre en général que la dynamisation du secteur informel peut avoir une place.

Quelle que soit la diversité des critères choisis pour définir le développement au sens abstrait, il nous semble que le processus de l'articulation interne de l'économie nationale est la caractéristique de base d'une formation sociale en voie de développement au sens réel (44). Il crée les conditions objectives nécessaires à la croissance de la consommation de masse et de plein emploi dans un temps raisonnable.

Il facilite la participation, car la classe dirigeante a besoin d'un appui politique des masses, le retour à la coercition dans une économie intégrée où la productivité du travail s'élève, ne pouvant être que provisoire. Par contre cette recherche de l'appui des masses au groupe (et non la classe) dirigeante n'est pas imposée par la structure théorique des besoins essentiels. Les alliances extérieures peuvent par conséquent y suppléer, et bloquer ainsi le processus qui conduit à la résorption de la pauvreté.

2.) Dans le cas de l'Afrique, nous constatons que l'idée d'un développement autocentré fait son chemin (45) mais très lentement. Aux conditions générales nécessaires pour amorcer un tel développement, il faut ajouter pour notre continent la nécessité d'un processus *d'intégration politique*, en commençant bien évidemment, par les unités régionales. La coopération économique régionale, notamment par la formation de zones de préférences douanières (46) est une source de discussions innombrables, tant le problème du partage des coûts et des avantages entre Etats est difficile à résoudre, dans le cas des regroupements régionaux entre pays sous-développés. A notre avis le respect des frontières des Etats nés de la colonisation devrait aller de pair avec la lutte pour l'intégration politique sans laquelle l'Afrique ne pourra pas peser d'un poids essentiel dans les transformations sur le continent et dans le monde. Comment chaque Etat africain peut-il sauvegarder individuellement son originalité culturelle et son indépendance politique, conditions de son développement économique, même s'il coopère avec les voisins au lieu de s'unir à eux ? Le développement autocentré sans pan-africanisme nous paraît très difficile. De ce point de vue, la différence de conception ne porte pas tant sur le calendrier que sur le principe. Dans l'appel de Nkrumah à l'Unité continentale immédiate en 1960, il faut voir plutôt l'expression d'un principe dont la réalisation pourrait être différée. Mettre l'accent sur le caractère irréaliste de la proposition, revient à passer à côté de l'essentiel. En effet, l'opposition n'est pas entre partisans de l'Unité immédiate et ceux de l'Unité par étapes mais entre ceux qui adhèrent au principe de l'Unité, fût-elle régionale et progressive, et ceux qui pensent que la coopération économique ou encore mieux l'intégration économique régionale — peut servir de substitut à l'Unité

politique. Les pays africains sont trop petits pour que la coopération économique puisse apporter une contribution essentielle au développement des micro Etats. Tout en renforçant la coopération économique régionale et en tâchant de neutraliser au mieux les forces qui tendent à sécréter l'inégal partage des avantages, il ne faudrait donc pas perdre de vue l'impératif de l'Unité politique.

Nous aboutissons donc à la conclusion générale que le rejet du schéma de développement proposé par l'approche des besoins essentiels ne devrait pas se faire seulement au niveau des principes. Un tel rejet, non accompagné de l'alternative autocentrée, revient à accepter dans les faits, la perpétuation de l'inégalité du développement et des relations inégales au plan international qui en est à la fois cause et conséquence. Pour l'Afrique, remettre en cause simultanément l'ordre économique international actuel et l'approche par les besoins essentiels signifie en premier lieu, donner une place essentielle au processus de l'unité politique malgré les obstacles très nombreux qui s'y opposent. Dans ce mouvement vers l'Unité—d'abord régionale—l'économie sera la pierre angulaire, si l'on veut que les revendications de participation à la construction d'un Ordre International Nouveau soient effectives. C'est dire l'urgence qu'il y a à remettre le pan-africanisme militant à l'ordre du jour.

FOOTNOTES

- (1) Michel CROZIER — Une stratégie pour la Société Française. . . Le Monde 8 Août 1980.
- (2) Les termes centre, pays capitalistes développés, Nord, sont synonymes dans ce texte. En toute rigueur, le Nord comprend aussi les pays socialistes développés, mais leurs relations avec les pays sous-développés du système capitaliste sont négligeables. De même les termes périphérie, sous-développés, Sud, Tiers-Monde, extravertis, sont synonymes. Pour les définitions rigoureuses, voir Samir AMIN «Le Développement Inégal (1973) ou «L'Accumulation à l'Echelle Mondiale» (1970).
- (3) David MORAWETZ, Vingt cinq années de Développement Economique, Paris, Economica, 1977.
- (4) David MORAWETZ, o.c., p. 12.
- (5) MORAWETZ, o.c., p. 12.
- (6) Pour une définition plus complète du secteur informel selon l'approche des besoins essentiels, voir par exemple : H. SINGER : Employment, incomes and equality, a strategy for increasing productive employment in Kenya. BIT, Geneva, 1974, p. 6.
- (7) AHLUWALIA et CHENERY — Un modèle de répartition et de croissance in : Redistribution with growth, Paris, P.U.F. 1974.
- (8) IGNACY SACHS, Développement utopie et projet de société : Revue Tiers-Monde No. 75, Juillet-Septembre 1978.
- (9) AHLUWALIA et H. CHENERY.

- (10) HICKS N. Peut-on éviter un arbitrage entre la croissance et les besoins fondamentaux. *Finances et développement*, juin 1980.
- (11) SINGH (Ajit) «The basic needs approach» to development vs the New International Economic Order : the significance of the Third World Industrialisation. *World development*, Vol. 7, No. 6, 1979.
- (12) MKANDAWIRE Thandika. N.E.O and basic needs. Social responses and implications with special references to Africa. CODESRIA, Dakar, August 1979.
- (13) D.M. LEIPZIGER and H. LEWIS, Social indications, growth and distribution. *World development*, Vol. 8, No. 4, April 1980.
- (14) Sur la distinction entre centre et périphérie au sein du système mondial et l'inégalité qui caractérise leurs relations, voir : Samir AMIN «l'Accumulation à l'Echelle Mondiale» Paris, Anthropos, 1970. Ou «Le développement inégal» Paris, Ed. de Minuit, 1973.
- (15) «Dans la conception la plus banale, la distribution apparaît comme distribution de produits, et ainsi comme plus éloignée de la production et pour ainsi dire indépendante de celle-ci. Mais avant d'être distribution de produits, elle est :
1/ distribution des instruments de production et, 2/ ce qui est une autre détermination du même rapport, distribution des membres de la société entre les différents genres de production (subordination des individus à des rapports de production déterminés). La distribution des produits n'est manifestement que le résultat de cette distribution, qui est incluse dans le procès de production lui-même et détermine la structure de la production». K. MARX, Contribution à la critique de l'économie politique. Ed. sociales, Paris, 1957, p. 161.
- (16) FOUNOU-TCHUIGOUA (B) — Elément de surexploitation et capitalisme informel, IDEP 1980.
- (17) Banque Mondiale, Rapport sur le développement dans le monde, 1978, p. 53.
- (18) Tout semble indiquer que le Sud-est asiatique, y compris la Chine, restera pendant longtemps la région par excellence de l'industrie de biens de consommation destinés au marché des pays des centres. «Le Monde» du 27 Août 1980, citant le «Financial Times» informe que la Chine est en train de créer un nombre important de zones franches, accordant de larges facilités aux sociétés transnationales.
- (19) La mobilisation des forces vives est très difficile à effectuer dans une économie capitaliste.
- (20) Le Monde, 15 Août 1980.
- (21) Pour BROWN et ECKHOLM par exemple, la petite entreprise agricole présente les avantages suivants ; la possibilité de rendements élevés à l'hectare avec un fort taux d'utilisation de main-d'œuvre. Le progrès de la petite exploitation entraîne l'amélioration des revenus, la réduction du chômage, le ralentissement de l'exode rural et l'augmentation de la production alimentaire nationale et mondiale. L'élévation des revenus est un facteur favorable à la limitation des naissances. *D'abord le pain*, Economia, Paris, 1978, p. 167.
- (22) B.I.T. l'emploi, la croissance et les besoins essentiels, problèmes mondial. Genève, 1978, p. 167.
- (23) Emploi procurant sécurité et revenu supérieur à celui d'une ligne de pauvreté déterminée nationalement ou internationalement.
- (24) ELLIS, W.E. and others. Appropriate technologies developed in the USA and their relevance to the Third World — Paris, OCDE, 1975, p. 7.

- (25) a) La France prévoit d'employer vingt mille personnes en l'an 2000 dans le cadre du développement de son programme de l'énergie solaire.
b) En 1980, les Etats Unis, La France et la République Fédérale d'Allemagne consacrent ensemble plus de huit cent millions de dollars aux énergies non renouvelables, (0,5 % du PIB de l'Afrique en 1976). *Le Monde* 21 Février 1980.
- (26) Il y a quatre moyens principaux par lesquels le développement du Tiers-Monde peut être renforcé par l'association avec le travail de technologie appropriée à l'œuvre aux Etats-Unis et dans d'autres pays industrialisés. Le premier est d'informer davantage les pays en voie de développement sur le mouvement de la technologie appropriée dans les pays riches. Le second est d'impliquer davantage de gens de la technologie appropriée dans le travail Outre-Mer. Le troisième est d'utiliser les organisations de la technologie appropriée comme centres de formation des ressortissants de pays en voie de développement. Le quatrième est de fournir support adéquat et encouragement aux groupes américains pour expérimenter et tester les petites technologies qui améliorent les technologies traditionnelles des pays du Tiers-Monde. *In* ELLIS W.E., o.c.
- (27) Par rapport à 1970, l'indice de la productivité du travail dans l'industrie était en 1976, de 123 dans les pays capitalistes développés (taux de croissance annuel moyen de 0,8 %).
- (28) De 1968 à 1978, 35 % de la valeur ajoutée agricole ont été réinvestis en RFA ; 30 % au Danemark et aux Pays-Bas, un peu moins de 30 % en France et en Italie.
- (29) La théorie des besoins essentiels ne présuppose pas une réelle mobilisation de l'ensemble de la force de travail disponible.
- (30) La révolution verte a permis l'auto-suffisance céréalière en Inde sans éliminer la famine, car des conditions autres que le processus d'industrialisation sont nécessaires.
- (31) F. PERROUX — La lutte pour un «autre» développement fait progresser la pensée économique. *Le Monde*, 9 Octobre 1979.
- (32) Gunnar MYRDALL — Procès de la croissance — Paris, PUF, 1978, p. 80.
- (33) S. AMIN — Le Développement inégal, o.c.
- (34) Dans un pays comme la Grande-Bretagne, les inégalités n'ont pas diminué depuis la deuxième guerre mondiale. «Malgré la mobilité accrue des classes et les réformes des dernières décennies, aucune réduction sensible des inégalités sociales n'a vraiment été accomplie. Telle est la conclusion principale qui ressort de deux ouvrages récemment publiés et complétant l'enquête menée par un groupe de sociologues du Nuffield College d'Oxford. . . Selon le professeur Halsey, les chances d'un jeune issue de la classe ouvrière d'accéder à l'enseignement supérieur ne sont pas meilleures que celles de ses parents dans les années 30» — Henri PIERRE, Grande Bretagne, Eternelles inégalités — *Le Monde*, 20 Juillet 1980.
- (35) La Banque Mondiale propose que les «petits capitalistes» à promouvoir participent aux prises de décisions au niveau micro-économique. Dans un article paru dans le *Monde Diplomatique* d'août 1973, James F. PETTAS montre, chiffres à l'appui, comment la Banque Mondiale appuie les dictateurs et pénalise les expériences démocratiques en Amérique latine et notamment en Brésil, en Bolivie et au Chili. A la Bolivie la Banque a prêté 195 millions de dollars entre 1970 et 1977 (période du régime militaire) alors qu'elle n'avait rien prêté au régime populiste de 1952 à 1970. Au Chili, la Banque a suspendu ses prêts de 1971 à 1973 durant l'expérience de la social-démocratie.

- (36) La presse occidentale a donné une grande publicité à la déclaration du Président du Bangladesh devant l'Assemblée Générale des Nations Unies, déclaration qui attribue à l'OPEP une partie des responsabilités dans les difficultés actuelles des pays les plus pauvres, alors que le délégué algérien a insisté sur les causes structurelles tenant aux relations inégales entre le Sud et le Nord (Le Monde 28 Août 1980).
- (37) MKANDAWIRE, NEO and Basic needs. Social responses and implications with special reference to Africa: CODESRIA, Dakar 1979, p. 23.
- (38) Pour une opinion contraire, voir Arnold (1980) qui écrit : « Les Nations africaines devraient adopter la stratégie des besoins essentiels comme programme immédiat de développement ». Third World quarterly, April 1980, p. 303.
- (39) a) Que Faire. Rapport du groupe Hammarkjöld Stokholm — 1975, p. 28.
b) Ponna WIGNARAJA (voir bibliographie) se livre à une véritable sur-enchère à ce sujet et propose une définition très utopie du développement, en prenant comme centre l'Homme au sens très abstrait. Il résume ainsi ses cinq propositions sur le développement.
 - 1) L'homme est la fin du développement (qui doit être par conséquent pour lui).
 - 2) L'homme doit être dé-aliéné (il doit se sentir lié au développement non comme objet, mais comme sujet).
 - 3) Il faut développer la personnalité collective dans laquelle il trouvera son expression la plus riche.
 - 4) La participation est la vraie forme de la démocratie.
 - 5) La foi de l'homme dans ses propres capacités s'exprime dans la « Self-reliance ».
- (40) Ignacy SACHS, o.c.
- (41) TEVOEDJERE (A). Pauvreté, richesses des peuples, Paris, Ed. ouvrières 1978.
- (42) Alors que jusqu'en 1976–1977, le débat écologique avait tenu une place honorable dans les grandes campagnes électorales, il n'en est plus de même actuellement.
- (43) Nous ne partageons donc pas le point de vue de Maxime Aubry qui met les problèmes des pays développés sur le même pied que ceux des pays sous-développés en écrivant : « Les modèles dominants de développement et de sociétés nous conduisent tous — pays dominants et pays dominés — dans une impasse » — Rev. Tiers-Monde, No. 75.
- (44) S. AMIN — Développement auto-centré, autonomie collective et ordre économique international nouveau. Quelques réflexions — IDEP R/2773 — 1976.
- (45) Le sommet économique de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), tenu à Lagos en avril 1980, recommande le développement endogène pour le continent.
- (46) L'Union douanière des Etats de l'Afrique Centrale (UDEAC), Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO), Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sont en réalité des zones de préférence douanière, plutôt que des unions douanières et encore moins des marchés communs, comme le montre bien Mactar DIOUF.

BIBLIOGRAPHIE

- AHLUWALIA (M.S.)* – Inequality, poverty and development. *Journal of development studies*, Vol. 3, No. 4, 1977.
- AHLUWALIA (M.S.)* – *CHENERY (H)* – Un modèle de répartition et de croissance *in*: Redistribution et croissance, PUF, Paris, 1977.
- AMIN (Samir)* – L'accumulation à l'échelle mondiale. Paris, Anthropos, 1970.
- AMIN (S)* – Le Développement inégal. Paris, ed. de Minuit, 1975.
- AMIN (S)* – Développement autocentré. Autonomie collective et ordre économique international nouveau. Quelques réflexions. IDEP, R/2773, 1976.
- ARNOLD (Hugh)* – Africa and the International Economic Order. *Third World quarterly*, April 1980, Vol. II, No. 2.
- BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL*. L'emploi dans la croissance et les besoins essentiels. Problème mondial. Genève 1976.
- CLEVELAND (H)* – *ABDELRAHMAN (I.H.)*. Dynamism and development. *World development*, Vol. 8, No. 4, April 1980.
- CROSSWELL (M)* – Basic needs. A development planning approach. AID Discussion paper, No. 38, 1978.
- Towards a theory of Rural development – Development dialogue: 1977, 2.
- DIOUF (Mactar)* – L'échange inégal et le nouvel ordre économique international. (NEA, Dakar 1977).
- Les expériences d'intégration économique en Afrique Noire. Evaluation et suggestions – C.R.E.A., Université de Dakar.
- DUPONT (J.M.)* – La fin du Taylorisme. *Le Monde*, 17 Janvier 1978.
- ELLIS (W.E.)* – *MAC ROBIC (G)* – *DARROW (K)* – Appropriate technology developed in the USA and their relevance to the Third World. Development Centre of OECD, Paris, 1979 (USAID, IBRD, (OECD).
- FAHRI (A)* – Quelles stratégies pour l'Afrique ? *In* : L'industrie et l'avenir de l'Afrique, Colloque IDEP-UNITAR, CS/2796, 1977.
- FOUNOU-TCHUIGOUA (B)* – Marché réel et marché formel de la force de travail. *La Pensée* août-sept. 1970.
- FOUNOU-TCHUIGOUA (B)* – L'élément de surexploitation dans le capitalisme et le secteur informel. IDEP 1980.
- FOUNOU-TCHUIGOUA (B)* – Les grandes lignes d'une méthodologie d'identification des groupes défavorisés en Afrique sahélienne. Dakar, UNESCO, 1979.
- GAKOU (M. Lamine)* – Critique de la stratégie des besoins essentiels dans le monde rural – C.S. 2796-6, IDEP, Dakar 1979.
- HANSEN (R.D.)* – The political Economy of North South relations. An overview and alternative approach in Albert Fishlow and others, Ed. Richard.
- HICKS (N)* – Peut-on éviter un arbitrage entre la croissance et les besoins fondamentaux. Finances et développement, juin 1980.
- KUZNETS (S)* – Economic growth of nations. Cambridge, Mass, Harvard U.P. 1971.
- LAL (D)* – Distribution and development : a review article, *World development*, Vol. 4, No. 4, April 1976.
- LECAILLON (J)* – *GERMIDIS (D)* – Inégalité des revenus et développement économique. Etude réalisée par le B.I.T. – Paris, PUF, 1977.

- LEIPZIGER (D.M.), LEWIS (M.A.) — Social indicators; growth and distribution, World Development, Vol. 8, No. 4, April 1980.
- LIPTON (M) — Why poor people stay poor. London, The Pitman Press 1976.
- MANSOUR (Fawzi) — The World Bank: Present role and prospects. An outsider view. IDEP/R/103/79 — 1979.
- MKANDAWIRE (T) — NEO and Basic Needs. Social responses and implications with special reference to Africa. CODESRIA, Dakar 1979.
- MORAWETZ (D) — Vingt cinq années de développement économique. Economica, Paris 1977.
- PERROUX (F) — La lutte pour un «autre» développement fait progresser la pensée économique. Le Monde, 9 Octobre 1979.
- QUE FAIRE ? — Rapport du groupe Dag HAMMARSKJOLD, Stokholm 1979.
- SACHS (I) — Développement, utopie et projet de société. Revue Tiers-Monde No. 75, juillet-septembre 1978.
- SINGER (H) — Technologies for Basic Needs — Geneva ILO, 1977.
- SINGH (Ajit) — The Basic Needs approach to development vs the New International Economic Order: The significance of the Third World industrialization. World Development, Vol. 17, No. 6, June 1979.
- TEVOEDJERE (Albert) — Pauvreté, richesse des nations — Ed. Ouvrières, Paris, 1978.
- Tiers-Monde, Utopie, projets de société — Rev. Tiers-Monde, No. 75, Jul.-Sept. 1978.
- WIGNARAJA (Ponna) — An annotated agenda for the discussion on new development strategies in the development of development thinking. Inter-regional Meeting 12–16 September, 1976, IDS, Sussex.

SUMMARY

The author wants to show the contradictions of basic needs approach in various aspects.

Firstly, on a purely theoretical basis, it supposes a transfer of values from a high labour productivity sector (formal sector) to a low labour productivity sector (informal sector) which is not demonstrated. It also supposes an autonomous concentration of the informal sector, which is erroneous.

Secondly, countries with no large financial resources and/or cheap labour and/or high potential extension of the interior market (which is the case of the majority of African countries) cannot benefit from programmes built on the theory of basic needs and even less on this strategy for development. On this point, a few examples on the problem of technology and food self-sufficiency are given.

Thirdly, a few prerequisites of the theory (democracy, equality, etc...) are inconsistent with maintaining the relationships of exploitation (not questioned by the theory) which govern the links between the Centre and the Periphery. On the contrary, they are consistent with the conditions for the recovery of economic growth in the Centres with the dismantling of the economic front which the Periphery has been trying to set up since 1973.

The author concludes that the means for salvation lie in a self-centered development which Africa can achieve only if it builds, at least on a regional basis, large political units but not the so-called common markets.